

## POURQUOI LA TUNISIE PRODUIT-ELLE AUTANT DE JIHADISTES ?

Jean-François Daguzan\*

En 2011, la révolution tunisienne avait appelé les espoirs tant du monde arabe que des démocraties occidentales. Ce peuple se libérant seul et spontanément d'une dictature trentenaire devenait un exemple pour le monde entier. La révolution égyptienne puis les soulèvements syrien et libyen semblaient annoncer une ère nouvelle.

Malheureusement, les conditions de l'intervention occidentale en Libye et surtout la guerre civile syrienne ont transformé l'espace géopolitique arabo-musulman en une zone de violence extrême. La Tunisie n'a pas échappé à ce phénomène. Tout en montrant l'exemple d'une démocratie en construction (élections libres, Constituante et processus démocratique avancé) ce pays voyait émerger une contestation ultraviolente qui se traduit par des attaques envers les militaires et la classe politique à l'intérieur et la mobilisation d'un nombre exceptionnellement élevé de combattants volontaires pour les « terres de jihad » (entre 3000 et 7000 selon les estimations) - en premier lieu la Syrie - mais aussi la Libye et plus largement la zone saharo-sahélienne.

La situation géopolitique globale n'explique pas tout. Le triste record de la Tunisie pour le nombre de jihadistes (avec la Tchétchénie et la France) ne relève pas que de causes externes.<sup>1</sup> C'est la spécificité historico-socio-politique de ce pays qu'il faut interroger.

### Un socle politico-historique commun au monde arabo-musulman

L'islamisme radical et le jihadisme ne sont pas une création spontanée de la révolution. Ces mouvements sont le fruit d'un long cheminement socio-politique, qui vit progressivement leur émergence puis leur développement.

\* Directeur adjoint, Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

<sup>1</sup> Pour la notion de « jihadisme », nous endossons la définition de Ratka et Roux (2016), « *Jihadism understood as the execution of Islamist objectives through violent terrorism, therefore gravitates towards the upper end of the radicalism scale.* »

Dès l'indépendance, Bourguiba s'imposa comme une forme de chef autoproclamé de la religion musulmane tunisienne en bureaucratissant la gestion des affaires religieuses (Feuer, 2016) et en incarnant à travers le corps présidentiel « l'Imam de tous les imams », ce que Bras (2002) appellera « l'islam administré » et Louden (2015) « la monopolisation de l'islam. » L'existence de l'islam politique fut alors niée puis combattue sous Bourguiba et ensuite sous Ben Ali. Or, le mouvement islamiste tunisien avait toujours été l'un des plus actifs en Afrique du Nord dans la phase pré-indépendantiste. Malgré le contrôle des prêches du vendredi, la mosquée devint l'espace d'expression des marginalisés. A partir des années 1970, les difficultés économiques favorisèrent la reprise de la contestation. Les mouvements islamistes ré-émergèrent avant d'être à nouveau vite réprimés. Rachid Ghannouchi devient l'un des premiers leaders du mouvement principal : le Mouvement de la tendance islamique (MTI).

Après la révolution iranienne de 1979, l'idée d'un gouvernement islamiste devint une option accessible. Le jihad afghan commence. Des Tunisiens y participent. Les années 1980 voient donc le durcissement du régime et la montée en puissance de Zine El-Abidine Ben Ali. Ministre de l'intérieur puis Premier Ministre, il remplacera Bourguiba en douceur en 1987. Le nouveau régime, après une première période libérale, se caractérisa par un usage immodéré du bâton tout en s'évertuant à donner des gages de « musulmanité » par un retour à des pratiques sociétales musulmanes d'apparence (suppression de la consommation d'alcool en public, réforme de l'enseignement de la philosophie, instrumentalisation de la dévotion présidentielle, pèlerinages à la Mecque, manipulation des confréries, etc.). Ghannouchi recouvrit sa liberté et fonda un autre mouvement appelé à un beau succès : *Ennahdha*, la « renaissance. »<sup>2</sup>

Mais des conspirations mal conduites entraînent une nouvelle répression plus violente encore. Ghannouchi choisit l'exil en 1989. Après le 11 septembre 2001, la répression connut un nouveau tour. Le blanc-seing sécuritaire donné par les Etats-Unis aux dictateurs, permit à ces derniers de ratisser très large et d'emprisonner toute forme d'activisme politique. Les prisons se remplirent de coupables et d'innocents. Les jihadistes réels furent ainsi mêlés aux salafistes et aux autres opposants incarcérés. . Qui plus est, de façon indirecte, le régime favorisa le départ vers les « terres de jihad » des plus radicaux pour s'en débarrasser et laissa s'installer à la frontière avec la Libye un espace de trafic de personnes, d'armes et de produits vu comme une soupape illusoire de régulation (Malka & Balboni, 2016).

Qui plus est, Ben Ali traita la forme et non le fond. Le moindre soupçon conduisait les gens en prison ou à des réprimandes musclées sur la voie publique. Mais le régime laissa

<sup>2</sup> A ne pas confondre avec le grand mouvement de « renaissance » panarabe des années 1920 qui porte le même nom.

se développer un soubassement idéologique clandestin pour peu que celui-ci demeurât caché. Dans les régions économiquement abandonnées, seule la solidarité organisée par les ONG peu ou prou noyautées par les islamistes permettait un accès minimum aux biens ou services de première urgence alors que dans les hautes sphères intellectuelles et commerciales, un islamisme non violent et conservateur mais réel commençait à se faire jour – en tenant compte des limites implicites fixées par l'Etat.

La période Ben Ali se caractérisa donc par une répression physique brutale tous azimuts mais sans travail en profondeur. Comme le notait Khaled Sulaiman (2016), l'islamisme était en « hibernation ». La dégradation du système éducatif et la crise sociale favorisèrent l'émergence d'une contestation individuelle dont le seul ressort disponible était l'élément connu : l'islam. Principal espace politique clandestin structuré, *Ennahdha* ne suffit pas à canaliser un mécontentement souterrain mais grondant. La mort du jeune Bouazizi à Sidi Bouzid en fut l'étincelle. A ce moment-là, la publicité faite par l'appel au jihad en Syrie et en Libye trouva un écho immédiat dans une jeunesse en recherche d'une identité et d'une aventure.

En conclusion, on peut évoquer un paradoxe Bénéraliste : le régime fut en même temps destructeur et producteur de radicalisme. Les germes de la situation actuelle étaient ainsi posés. La répression sans discernement engagée par Ben Ali produisit un effet induit qui joua un rôle important après la révolution. Il conduisit à l'éparpillement des islamistes. Si les proches des *Nahdaouis*<sup>3</sup> parvinrent à maintenir un équilibre et une stabilité qui se révélèrent aux premières élections libres, la répression favorisa l'émergence de microcellules, salafistes ou jihadistes, criminelles ou non qui, une fois la révolution survenue prirent des directions différentes – pour la plupart très dangereuses.

### Les convergences et césures socio-politico-spatiales

D'autres facteurs ont accompagné la situation historico-politique. Les années d'indépendance ont vu s'aggraver une césure entre plusieurs régions tunisiennes. Bourguiba (né à Monastir) puis Ben Ali ont favorisé le développement des régions côtières (le Sahel) au détriment des régions du centre, du sud et de l'ouest. La paupérisation s'est accélérée alors que l'exode rural s'est développé. Ni les structures de l'Etat, ni les investissements ne se sont établis dans ces régions, laissées à l'abandon économique et éducationnel. Par ailleurs, ces régions, sur lesquelles s'était appuyé le leader historique panarabe assassiné, Ben Youssef, étaient les plus contestataires du pouvoir de Bourguiba. Ces zones d'irrédentisme furent d'une certaine manière sanctionnées économiquement par le pouvoir central (comme l'avait pu l'être le Rif dans le Maroc de Hassan II).

<sup>3</sup> Partisans d'*Ennahdha*.

Les statistiques parlent d'elles-mêmes : la zone côtière recueille 65% des investissements publics. La verticale Tunis-Sousse-Monastir détient 90% des délocalisations. Pour reprendre la phrase d'Emma Ghariani (2013) : « Ne restent à l'Inland tunisien que les miettes d'un dynamisme économique qui ne passe pas le milieu du pays. Seules 3% des entreprises en Tunisie sont installées dans les régions de l'Ouest. » Le constat est sans appel. Pour les villes de Kasserine et Sidi-Bouزيد, le taux de pauvreté entre 1990 et 2000 a bondi de 30,3% à 49,3% (Banque Africaine du Développement [BAD] citée par Emma Ghariani, 2013). Un tiers des habitants de Kasserine sont pauvres. Autre exemple, le taux de logements reliés au réseau public d'assainissement avoisine les 93% à Tunis alors qu'il n'est que de 12% à Sidi Bouزيد. Enfin, selon Mestiri (2016), « la mauvaise gouvernance, le copinage et la corruption sont d'autres processus à l'origine de la marginalisation et de l'exclusion. »

### La déculturation bénaliste

L'échec du modèle d'éducation et d'insertion tunisien sous le bénalisme a joué un rôle important dans l'acculturation d'une bonne partie de la jeunesse tunisienne, en faisant une proie facile pour les sirènes du radicalisme. De fait, la grande responsabilité du régime Ben Ali fut la dégringolade inexorable du système éducatif. Bourguiba avait particulièrement réussi un modèle d'éducation très efficace qui fit monter les élites tunisiennes au niveau des meilleures du monde décolonisé. La période suivante ne fut qu'une longue suite d'errements : une arabisation ratée, arrêtée, reprise, ré-arrêtée, reprise, etc. Le Français fut pris en otage par la clique au pouvoir, utilisant la menace de sa suppression pour acheter la bienveillance de la France sans que l'arabe fût correctement enseigné. Des gages furent donnés aux islamistes dans l'éducation (suppression de la philosophie critique et renforcement des cours religieux). Le délabrement accéléré du service public qui vit les enfants des classes aisées passer dans le privé, aggrava la césure sociale - l'exode rural des régions du centre-ouest et du Sud venant grossir un lumpenprolétariat ayant perdu ses repères aux portes des grandes villes. Enfin à partir de 2008, la crise économique et financière mondiale acheva de ravager un pays profondément déstructuré, provoquant un effondrement total des structures économiques, sociales et éducatives ainsi que des valeurs fictives héritées de l'ancien régime. Lorsque le 4 janvier 2011 se produisit l'étincelle Bouazizi, qui s'immola à par le feu à Sidi Bouزيد pour défendre sa dignité, tout était prêt pour l'explosion.

### *Ennahdha* et la déception des plus radicaux

Dans un premier temps, *Ennahdha* vécut sur sa renommée. Le retour de Ghannouchi après 20 ans d'exil fut perçu par beaucoup comme une victoire qui en appelait d'autres. L'incapacité des autres forces politiques tunisiennes à mettre en place une alternative crédible et leur éparpillement entraîna la victoire du parti islamiste. Ce succès facile eut

un double effet ; d'une part il imposait à certains tunisiens stupéfaits la figure d'*Ennahdha* comme premier parti de Tunisie et acteur incontournable de toute réforme (la Constitution) ou coalition ; d'autre part il suscitait des regrets puis un vif mécontentement chez ceux qui attendaient du parti historique la prise du pouvoir par la force et l'instauration d'une république islamique. Or Ghannouchi, en prenant l'AKP pour modèle à son arrivée à Tunis, avait choisi la voie démocratique pour accéder au pouvoir et, si prise de pouvoir totale il y avait, elle se ferait par le jeu des élections. Les plus radicaux considérèrent qu'il fallait hâter la décision alors que s'ouvraient conjointement les fronts syriens et libyens.

La première phase de la transition se caractérisa par une attitude très ambiguë d'*Ennahdha*. D'une part le mouvement – par essence « attrape-tout » - donnait des gages d'une insertion démocratique en acceptant le jeu électoral (qu'il se voyait gagner immanquablement) – d'autre part, les habitudes cristallisées dans la clandestinité rendaient le lien avec les plus radicaux difficilement sécable, permettant de conserver plusieurs fers au feu. Enfin le discours ambigu d'une partie des dirigeants laissait penser à une partie des militants que la partie visible de l'iceberg (la participation à la transition) masquait en réalité la conquête du pouvoir par la force. De cette période de transition, y compris pour le mouvement, émergea un courant entièrement radical, prêt à passer aux armes et que les situations libyennes et syriennes allaient exacerber. Certains cadres favorisèrent alors le départ pour les « terres du jihad ».

Quand, dans une deuxième phase, le mouvement, suivant la décision de son leader, endossa définitivement la voie démocratique, ce changement de cap, que d'aucuns appelèrent la « blairisation<sup>4</sup> » de la tête d'*Ennahdha* – fut très mal vécu par une base qui attendait la prise de pouvoir et l'islamisation intégrale de la société tunisienne. Cependant, ce changement n'était pas inédit. Déjà au temps du MTI, Souaïlh Belhadj (2004) avait noté que Camau et Geisser soulignaient la « monomanie légaliste qui anime la tendance majoritaire du MTI » (...). Ils y voyaient « en creux la marque de la culture des élites politiques tunisiennes » et peut-être même « l'empreinte du réformisme tunisien. » Les déçus de l'option démocratique engagèrent alors une convergence avec les ultras. Cette déception, vécue comme une « trahison » d'*Ennahdha*, se traduisit par le passage de la frange la plus radicale à l'action armée à l'extérieur ou en Tunisie même. Elle rejoignait les groupes micro-cellulaires indépendants déjà en action au Maghreb ou en Europe (car des sources firent état du retour de jihadistes tunisiens du sol européen vers la Tunisie). La violence se déclencha : guérilla, assassinats de leaders de gauche, attentats du Musée du Bardo, de Sousse, de la Garde présidentielle, etc.

<sup>4</sup> Au sens de la transformation par Tony Blair du vieux parti travailliste britannique (Labour) en « New Labour » d'inspiration très libérale.

## Le jihad, un emploi ?

Dans la phase d'expansion de Daesh, un élément économique a pu jouer. Les candidats au jihad se sont vus offrir des salaires attractifs : entre 400 et 4000 dollars selon les estimations et les groupes combattants. Pour des jeunes désemparés sans emploi ni espoir d'emploi à court, moyen ou long terme, l'attrait d'une rémunération importante (accompagnant un « devoir religieux ») a été un argument du marketing de Daesh<sup>5</sup>.

Par ailleurs, aux premières heures de la révolution, les prisons tunisiennes ont été vidées. Au milieu des prisonniers politiques, toute une faune de voyous se sont réinsérés dans le tissu économique via les trafics et notamment les trafics frontaliers. S'est donc organisé avec la Libye, un espace jihadisto-criminel<sup>6</sup> qui fait la synthèse (comme on peut la trouver dans le Sahel) entre les véritables combattants idéologues et les gangsters qui s'enrichissent par ce biais (voir entre autres les remarquables travaux de Hamza Meddeb sur la frontière tunisienne).

## Les effets des espaces collatéraux (Libye, Algérie...)

Déjà sous Ben Ali, des groupes armés attaquèrent la Tunisie à partir des frontières extérieures, notamment algérienne. Les attaques se succédèrent, de plus en plus violentes, depuis les années 2000 ; l'attentat le plus meurtrier de l'époque fut celui de la synagogue de Djerba le 11 avril 2002. Mais les guerres civiles libyenne et syrienne vinrent donner un coup d'accélérateur au jihadisme en ouvrant deux fronts de proximité, espaces de formation pour une violence à redéployer en interne.

Aujourd'hui, la présence de huit cent mille à un million de Libyens en Tunisie complique la gestion de la frontière et favorise les trafics de toutes sortes et la circulation clandestine des personnes.

A l'ouest, les guérillas des monts du Chaambi s'attaquent aux forces tunisiennes et aux populations. Ces maquis viennent le plus souvent de l'Algérie, dont les autorités disposent désormais d'un droit de suite sur le territoire tunisien et agissent en concertation avec l'armée tunisienne.

## La fatale attraction du vide

L'attrait pour le jihadisme s'est également construit sur un vide identitaire, économique et social ainsi que sur un vide religieux. Ce vide a été nourri par l'effondrement social

<sup>5</sup> Organisation de l'État islamique.

<sup>6</sup> Ratka & Roux parlent « d'islamo-gangstérisme ».

économique et éducationnel ainsi que par la disparition des valeurs héritées de l'ancien régime – si tant est que ces valeurs aient été réellement propagées.

Les générations « Ben Ali » qui ont émergé au moment de la révolution sont arrivées sur une « terre vierge ». Abandonnés socialement, mal éduqués, dépolitisés, étrangers aux valeurs sociales traditionnelles et manquant de connaissances religieuses sérieuses, les jeunes ont constitué des proies faciles pour ceux qui leurs proposaient la reconstruction d'une identité personnelle et sociale à travers un idéal et une aventure, certes mortifère, mais immédiatement accessible. La désorganisation de l'Etat et des services publics suite à la révolution accentuèrent le phénomène d'implosion de la société tunisienne. Le Cyberjihad, à travers les réseaux sociaux joue un rôle majeur. Comme leurs homologues européens, coupés de leur famille et de la société, les jeunes s'isolent et trouvent une fraternité recomposée sur la toile.

Le jihad se présente donc comme un « entrepreneur d'identité » (Feuer, 2016). L'ennui et l'absence d'horizon firent le reste. Pour ceux qui ne s'embarquèrent pas pour l'Europe par un moyen ou un autre ; le jihad était la solution.

### **Etat des lieux du jihadisme tunisien : un record hélas inégalé**

La présence tunisienne dans les réseaux jihadistes a été ancienne et forte dès la constitution de la filière « afghane. » Environ 400 Tunisiens passèrent par l'Afghanistan. Deux des assassins du commandant Massoud étaient Tunisiens (Ben Ali, 2006).

Deux autres ressortissants tunisiens étaient impliqués dans la tentative d'attentat contre la cathédrale de Strasbourg en 2000. Dès 2002, les groupes radicaux tunisiens (essentiellement le GCT<sup>7</sup>) étaient classés sur la liste américaine des organisations terroristes. On retrouva également des Tunisiens dans le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat [GSPC] algérien (qui conduisit des opérations de l'autre côté de la frontière) mais aussi au Sahara et en Février 2008, en Mauritanie.

Aujourd'hui, l'Etat dénombre officiellement 3000 jeunes partis en Syrie, mais différentes sources font état de 6000 à 7000 pour 15000 qui auraient circulé entre les deux pays depuis 5 ans. La Syrie est la destination prioritaire mais 1500 jeunes combattaient en Libye (Malka & Balboni, 2016). Toujours selon les autorités tunisiennes, 9000 jeunes auraient été empêchés de partir pour un total de 12000 candidats (Ratka & Roux, 2016). Le chiffre est impressionnant.

<sup>7</sup> Groupe combattant tunisien – *Al-Jamaa al-muqatila fi Tunisiya*, de Tarek Maaroufi.

Comme pour les jihadistes venus d'Occident, l'Irak attire peu. Cinq pour cent seraient dans ce pays et joueraient le rôle de recruteurs, facilitateurs, financeurs et gestionnaires d'infrastructures. Faute du voyage en Syrie, la Libye est l'autre terre d'élection.

Leur profil est assez similaire des jeunes jihadistes européens : un âge moyen de 20/30 ans. Si la misère peut pousser au jihad, toutes les catégories sociales sont touchées. Dénués d'avenir professionnel (qui conditionne établissement, logement et mariage). 40% partent également en sortie de l'université (Mejri, 2016). Le passage à l'acte se fait en quelques mois. Ces candidats se trouvent aussi dans les zones les plus riches. Les femmes sont particulièrement concernées. Environ mille ont été identifiées.

Le recrutement de proximité demeure l'accès privilégié (en « *one to one* »). Il est le plus souvent familial et/ou amical et, dans tous les cas, rapide. Cette individualisation très marquée n'est pas nouvelle. Des auteurs avaient relevé cette spécificité tunisienne essentiellement à cause de la répression, dès le début des années 2000. Elle s'est poursuivie et amplifiée jusqu'à aujourd'hui.

## Conclusion et recommandations

La particularité tunisienne – ce nombre « anormal » de candidats au jihad – n'est pas le fruit d'une dangerosité particulière du pays ou d'un travers historique particulier. Le « syndrome tunisien » est plutôt l'effet d'un ensemble multi-causal qui cristallise une multiplicité de facteurs : historique, politique, économique et social. La dictature précédente – qui s'était vendue dans le monde entier comme le rempart anti-jihad – en porte une responsabilité écrasante. Mais il ne faudrait pas se servir de cet argument pour extraire de leur responsabilité la classe politique et économique tunisienne actuelle – *Ennahdha* en tête (dont l'ambiguïté a joué un rôle négatif) et les autres. Elle a continué à fonctionner comme si le feu n'était pas dans la maison, en reprenant les attitudes et les comportements du passé. Pas plus que pour l'Europe, la disparition vraisemblable de l'Etat islamique ne supprimera les causes internes. La « vraie révolution » tunisienne reste à faire. Et l'Union européenne (et les Occidentaux au sens large), malgré leur meilleure volonté et leurs moyens, ne pourront rien faire. Sans une prise de conscience globale et un plan d'action politique, économique et social rapide et cohérent, porté par l'élite de ce pays toutes catégories confondues, ce ne sera pas en Syrie que le jihad se déroulera mais sur place. Quelques recommandations sont à suggérer pour l'UE :

- Promouvoir une action dynamique de l'UE au niveau régional et poussant à la mise en œuvre d'une politique ayant des effets massifs équivalents à ceux des fonds structurels européens ;



- Développer le soutien aux alternatives éducatives : dépistage précoce d'élites, action sur les classes primaires, révision des manuels scolaires, rétablissement d'un vrai bilinguisme (aujourd'hui ni l'arabe ni le français ne sont correctement enseignés) ;
- Aider au financement des programmes de déradicalisation (très chers et de long terme) ;
- Aider à la reconstruction du national : la jeunesse tunisienne déstructurée sous Ben Ali doit trouver de nouveaux repères nationaux. Cela implique un effort massif du politique et de la classe administrative et retrouver la confiance dans l'Etat et ses représentations ;
- Au plan sécuritaire, enfin, il faut renforcer la coopération entre la Tunisie et les Etats membres, notamment dans l'échange de renseignement et dans la formation ;
- Enfin, un travail important doit être entrepris sur le respect et la dignité de ces populations du centre et du sud trop longtemps oubliées et méprisées par « l'autre » Tunisie triomphante.

## Bibliographie

**AL-AMIN, H.** (3 novembre 2014). Who is the 'typical' Tunisian jihadist? *Al Monitor*. Extrait de <http://www.al-monitor.com/pulse/fr/security/2014/11/tunisian-jihadis-profile-fighting-syria.amp.html>

**BELHADJ, S.** (2004). Compte rendu de Michel Camau et Vincent Geisser, Le syndrome autoritaire: Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali. *Mouvements, La découverte* (pp.226-228). Extrait de <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00586511/>

**BEN ALI, A.** (4 septembre 2006). Massoud est assassiné. *Jeune Afrique*. Extrait de <http://www.jeuneafrique.com/130405/archives-thematique/massoud-est-assassin/>

**BÉNICHOU, D., KHOROKHAVAR, F., & MIGAUX, P.** (2015). *Le Jihadisme, le comprendre pour mieux le combattre*. Paris: Plon.

**BIENAIMÉ, P.** (22 octobre 2014). Here's why so many of Tunisia's youth are drawn to ISIS. *Business Insider*. Extrait de <http://www.businessinsider.com/heres-why-so-many-of-tunisias-youth-are-drawn-to-isis-2014-10>

**BRAS, J.-P.** (2002). L'islam administré: Illustrations tunisiennes. Dans M. Kerrou (Dir.), *Public et privé en Islam* (227-246). Tunis : Maisonneuve & Larose/IRMC.

**BURGAT, F.** (1995). *L'islamisme au Maghreb*. Paris : Payot.

**BURGAT, F.** (2005). *L'islamisme à l'heure d'Al-Qaida*. Paris : La Découverte.

**CAMAU, M., & GEISSER, V.** (2003a). L'islamisme imaginaire : Identité obsédante et structurante des scènes politiques tunisiennes ? *Maghreb-Machrek* n°175, 35-52.

**CAMAU, M., & GEISSER, V.** (2003b). *Le syndrome autoritaire : Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*. Paris : Presses de Sciences-Po.

**DOT-POUILLARD, N.** (2013). *Tunisie. La révolution et ses passés*. Paris : IREMMO/L'Harmattan.

**FEUER, S.** (juin 2016). State Islam in the battle against extremism. *The Washington Institute for Near East Policy*. Extrait de [http://www.washingtoninstitute.org/uploads/Documents/pubs/PolicyFocus145\\_Feuer-4.pdf](http://www.washingtoninstitute.org/uploads/Documents/pubs/PolicyFocus145_Feuer-4.pdf)

**FILIU, J.-P.** (2009). *Les neuf vies d'Al-Qaida*. Paris : Fayard.



**RATKA, E., & ROUX, M.-C.** (2016). Jihad instead of democracy? Tunisia marginalized youth and Islamism terrorism. In *The Globalization of Terrorism* (pp. 65-82). Konrad Adenauer Stiftung. Extrait de [http://www.kas.de/wf/doc/kas\\_44290-544-2-30.pdf?160524153107](http://www.kas.de/wf/doc/kas_44290-544-2-30.pdf?160524153107)

**SALAFISM IN TUNISIA: A BRIEF HISTORY.** (5 août 2012). *Asharq A-Awsat*. Extrait de <http://english.aawsat.com/2012/08/article55241097/salafism-in-tunisia-a-brief-history>

**SULAIMAN, K.** (2016). Tunisian youth and « jihadist » migration: A historical perspective. The Washington Institute for Near East Policy. Extrait de <http://www.washingtoninstitute.org/fikraforum/view/tunisian-youth-and-jihadist-migration-a-historical-perspective>

**TORELLI, S., MERONE, F., & CAVATORTA, F.** (2012). Salafism in Tunisia: Challenge and opportunities for democratization. *Middle East Policy Council*, 19(4). Extrait de <http://www.mepc.org/journal/middle-east-policy-archives/salafism-tunisia-challenges-and-opportunities-democratization>

**TOUMI, M.** (1989). *La Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*. Paris: PUF.

The article was commissioned by IEMed and FIIA in the framework of the Working Package entitled "Tunisia's Transformation: The First Five Years", developed under the EuroMeSCo ENI Project, co-funded by the EU and the IEMed.